



ENTREVUE AVEC IDLE NO MORE

LES FEMMES ET L'ÉDUCATION DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES



Crédits photo: Thien V.

L'effervescence du mouvement de contestation autochtone Idle no more au mois de janvier a permis de ramener à l'avant-plan la discrimination et les difficultés vécues par les autochtones au Canada. Cela nous semblait l'occasion parfaite pour en apprendre davantage sur leur lutte, et plus particulièrement sur les enjeux d'accès à l'éducation et d'égalité entre les sexes. Widia Larivière et Mélissa Mollen Dupuis, deux instigatrices de la branche québécoise du mouvement Idle no more, ont accepté de répondre à nos questions.

POUVEZ-VOUS RÉSUMER EN QUELQUES MOTS VOTRE MOUVEMENT ET LA LUTTE QU'IL PORTE EN CE MOMENT?

Idle No More (Fini l'inertie) est un cri du cœur de la population autochtone vis-à-vis les politiques du gouvernement fédéral conservateur qui prennent forme sous des lois et projets de loi omnibus tels que C-38 et C-45, qui mettent en danger la démocratie, les droits des Premières Nations et l'environnement. Il faut comprendre que ces politiques sont la goutte qui a fait déborder le vase, puisque le conflit actuel provient d'une situation d'oppression envers les peuples autochtones qui dure depuis des siècles. Idle No More amène aussi à l'avant-scène la dégradation des relations entre les peuples autochtones et le gouvernement au cours des dernières années. Le mouvement tend aussi à vouloir créer des liens de solidarité avec les allochtones pour se défendre contre ces lois qui nous affectent tous.

QUELLE PLACE ACCORDEZ-VOUS À L'ÉDUCATION DANS LE CADRE DE VOTRE PROPRE LUTTE?

Depuis les débuts du mouvement, nous avons mis de l'avant des aspects culturels à travers les protestations publiques, telles que les danses, les chants et les tambours traditionnels. Il y a aussi les « teach-in », périodes d'information ayant lieu pour offrir de

l'éducation politique, populaire et sociale sur les questions autochtones, autant aux autochtones qu'aux allochtones. Un des aspects qui est mis de l'avant est le manque à gagner au niveau de l'éducation à l'échelle nationale sur les questions autochtones et sa quasi absence dans les curriculums scolaires, ce qui cause une méconnaissance de la part des allochtones sur les enjeux et les causes des autochtones, qui sont au cœur du mouvement.

QUEL EST L'ÉTAT DE L'ÉDUCATION DANS LES RÉSERVES AUTOCHTONES?

Les enfants et les jeunes autochtones sur réserve n'ont pas accès au même apprentissage que le reste de la population puisque l'éducation dans les communautés autochtones, qui est sous compétence fédérale, est sous-financée. Le gouvernement fédéral consacre en moyenne 3000\$ de moins par élève autochtone que ce que les provinces consacrent pour les élèves dont elles ont la responsabilité. Nous voyons aussi trop souvent les établissements scolaires être inadéquats aux besoins et à la sécurité des enfants (ex: pas de laboratoire, absence de gymnases, bâtiments aux prises avec des moisissures, écoles dans des roulottes...) D'ailleurs, depuis le 25 février 2013, le Gouvernement du Canada comparait devant

SUITE EN PAGE 3, VOIR « AUTOCHTONES »

SOMMET SUR L'ÉDUCATION LES MESURES ANNONCÉES

CAMILLE GODBOUT, ÉTUDIANTE EN LANGUES

Le mardi 26 février dernier se terminait le Sommet sur l'Éducation supérieure du Parti québécois (PQ). Avant même sa conclusion, le PQ s'était attiré la colère de la communauté universitaire ainsi que de plusieurs groupes communautaires en annonçant l'indexation comme seule solution envisageable aux frais de scolarité. Tandis que ses organisateurs et organisatrices se plaisent à répéter que la « crise sociale » est derrière nous, le mécontentement se fait ressentir.

Après avoir tergiversé durant des mois en se plaisant à écarter des options puis à les ramener miraculeusement sur la table, le PQ a finalement choisi de retirer toutes les autres possibilités pour ne conserver que la sienne, l'indexation. Il a cependant préféré le statu quo sur plusieurs questions, les reléguant aux participant-e-s qui devront travailler sur divers dossiers dans les prochains mois.

SUITE EN PAGE 2, VOIR « SOMMET »

DANS CE NUMÉRO...

| | |
|--|---|
| Les mesures annoncées..... | 1 |
| Les femmes et l'éducation dans les communautés autochtones..... | 1 |
| Éditorial: ensemble bloquons la hausse..... | 2 |
| Luttes féministes en Inde..... | 3 |
| Débat sur le travail du sexe..... | 4 |
| Le PQ dans une continuité toute néolibérale..... | 6 |
| Les femmes, la maternité et l'université: une histoire de sexisme..... | 7 |
| Sexisme en milieu étudiant..... | 8 |

ÉDITORIAL

ENSEMBLE, BLOQUONS LA HAUSSE

LE CONSEIL EXÉCUTIF

Le faux consensus a parlé. Dès septembre, les étudiants et étudiantes devront faire face à une hausse perpétuelle des frais de scolarité, conclusion imposée du Sommet sur l'enseignement supérieur. Demandons-le franchement : quelques mois après la fin du printemps étudiant, est-ce qu'on se moque de nous?

L'ULTIMATUM EST PRODUIT PAR LE COMITÉ JOURNAL DE L'ASSÉ, SES COLLABORATRICES ET SES COLLABORATEURS. IL EST MONTÉ AVEC LE LOGICIEL LIBRE SCRIBUS ET IMPRIMÉ PAR LES TRAVAILLEUSES SYNDIQUÉ-E-S DE PAYETTE & SIMMS.

RÉDACTION : ANNIE-PIERRE BÉLANGER, GABRIELLE BENOIT, DOLORES CHEW, CAMILLE GODBOUT, ÉMILIE LALIBERTÉ, WIDIA LARIVIÈRE, MYRIAM LEDUC, VÉRONIQUE LEDUC, MÉLISSA MOLLEN DUPUIS, ANA POPOVIC, HUGO SÉGUIN-BOURGEOIS.

RÉVISION : GABRIELLE BELLEMARE, MARIANNE CHAUVEAU, MARIE-SOLEIL CHRÉTIEN, BENJAMIN GINGRAS, HERMAN GOULET-OUELLET, LAURENCE JUTRAS, DELPHINE LABRECQUE-SYNNOTT, MARIE-ÈVE TREMBLAY.

GRAPHISME : DELPHINE LABRECQUE-SYNNOTT, HERMAN GOULET-OUELLET

PHOTOS : THIEN V., KAY CHERNUSH, CSPE-UQÀM

TIRAGE : 10 000 EXEMPLAIRES

DÉPÔT LÉGAL À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC : ISSN : 61999, No. 619994.

POUR NOUS JOINDRE :
JOURNALULTIMATUM@GMAIL.COM

De notre côté, la réponse ne s'est pas faite attendre. Le 26 février, plus de 10 000 personnes ont répondu à l'appel de l'ASSÉ pour crier leur opposition ferme à l'indexation et réclamer l'instauration de la gratuité scolaire. Près de 50 000 étudiants et étudiantes étaient en grève pour l'occasion : des dizaines de groupes syndicaux et communautaires ont donné leur appui à la manifestation. Or, faire valoir ses droits est dangereux : le SPVM s'est empressé de charger une foule pacifique à grands coups de boucliers, de chevaux, de poivre de cayenne et de grenades assourdissantes. Dur lendemain de veille pour un gouvernement qui se vante d'avoir rétabli la paix sociale, et démonstration éloquente de l'ouverture et du dialogue péquiste. Leur discours ne dupe plus personne.

Quand Marois et Duchesne tendent l'oreille, c'est pour mieux ignorer la kyrielle de protestations : le Sommet l'a bien démontré. Cette grande occasion manquée aurait pu permettre un véritable débat - pas une guerre de chiffres! - et tenter de répondre aux questions d'ensemble posées par le printemps étudiant. Au final, personne n'est dupe: il s'agit d'un exercice de relations publiques à grande échelle qui sert à légitimer des décisions déjà prises. Le plus décevant, c'est le refus du gouvernement de remettre en question ses choix économiques. La gratuité scolaire est impossible. Par contre, il est tout à fait raisonnable de subventionner le secteur privé et les plus riches tout en sabrant dans les services publics. L'indexation des tarifs d'hydro-électricité, les compressions dans l'aide sociale, le gel des embauches dans la fonction publique et les compressions dans les cégeps et universités servent d'exemples frappants.

Au final, qu'est-ce qui sépare la hausse bleue de la hausse rouge? L'indexation des frais de scolarité est moins brusque que la précédente hausse libérale, c'est bien la seule différence. Derrière le montant se cache la même conception idéologique de l'éducation. L'université devient un investissement personnel dont le prix augmente selon les fluctuations du marché et dont les finalités sont régies par des critères internationaux de performance économique. Bref, une éducation marchandisée qui suit à la lettre les fondations érigées par le gouvernement Charest. Concrètement, nous ressentirons ses effets bien assez tôt : augmentation de l'endettement étudiant, baisse de l'accessibilité, en particulier pour les groupes qui souffrent déjà de discrimination financière.

C'est à nous de tirer la sonnette d'alarme. À nous de leur montrer que nous n'avons pas fait six mois de grève pour ensuite gober une deuxième hausse. Comment allons-nous tirer notre épingle du jeu? Par la construction d'un mouvement qui prend ses racines à la base, dans les assemblées générales. Par la création de liens de solidarité avec d'autres organisations politiques, que ce soient les syndicats, les groupes communautaires ou d'autres associations étudiantes. Par une mobilisation renouvelée sur les campus. Il nous faudra démystifier l'indexation comme nous avons su expliquer les enjeux entourant la hausse libérale ou la gratuité scolaire.

Oui - pour faire écho à la rhétorique péquiste d'hier - tout est sur la table. Le gouvernement nous chante une berceuse, persuadé que le mouvement s'endormira. Ils n'auront rien vu venir : plus que jamais, la lutte continue.

SUITE DE LA PAGE 1: « SOMMET »

À l'issue de cette « grand-messe » sur l'éducation, il fut annoncé que cinq chantiers différents allaient être mis sur pied au cours de la prochaine année, portant sur la création d'un conseil des universités, l'offre de formation collégiale, la politique de financement des universités, une loi-cadre sur celles-ci¹, et l'aide financière aux études. Au sein de ce dernier groupe de travail, dirigé par un ancien président de la FEUQ, seront notamment en jeu 25 millions de dollars sur les cinq prochaines années afin de contribuer à la réforme du programme. Grand absent de ces groupes de travail, la décision quant aux frais de scolarité, déjà réglée par le PQ qui a proclamé ses vraies couleurs en planifiant une indexation de 3% dès septembre prochain, en la déclarant au beau milieu de la programmation du sommet. La seule concession faite à cet égard est l'inclusion d'un débat sur les frais afférents, ou plutôt sur la manière dont ils seront indexés. Cette seule

et unique proposition qui ressort de ce sommet crée par ailleurs des dissidences au sein même du PQ, notamment chez son aile jeunesse. Dans une lettre publiée sur son site internet intitulée « Le rôle d'une aile jeunesse », celle-ci mentionnait sa déception, car « beaucoup d'entres (sic) nous avons reçu cette décision issue du Sommet d'indexer les frais de scolarité comme un coup dur; un coup dur en plein cœur de la fibre militante. Cette décision laisse un goût amer suite aux combats de la dernière année »². Si cette annonce apparaît stable et consensuelle aux yeux du gouvernement, elle ne fait certainement pas l'unanimité. À la sortie du Sommet, tandis que plus de 10 000 personnes se retrouvaient déjà dans les rues, les fédérations étudiantes de même que plusieurs syndicats ont exprimé leur désarroi et une amère déception.

Nous aurons finalement eu la preuve que le PQ n'a pas choisi de se servir du sommet comme tremplin pour mener une véritable discussion sur la mission de nos universités. En fait, ce sommet a plutôt servi d'organe de légiti-

mation de ses politiques néolibérales planifiées d'avance. Ayant tergiversé durant des mois et reculé sur plusieurs de ces engagements électoraux, le Parti québécois nous démontre que les dés étaient effectivement pipés. Conséquemment, Pauline Marois se lance dans une campagne de publicité majeure (totalisant 481 000 \$) afin de vanter les conclusions de ce sommet³, tel que son prédécesseur, Jean Charest, l'avait fait pour légitimer sa hausse. Reste à voir s'ils continueront de suivre les traces du Parti libéral en faisant le pari de douter de la capacité de mobilisation du mouvement étudiant.

1 Ministère de l'éducation supérieure, de la recherche, la science et la technologie, *Sommet sur l'enseignement supérieur : des résultats concrets pour s'engager vers une société du savoir*, 26 février 2013.

2 Comité national des jeunes du Parti Québécois, *Le rôle d'une aile jeunesse*, 27 février 2013.

3 BOIVIN, Simon, *Un demi-million pour vanter le Sommet sur l'enseignement*, La Presse, 1er mars 2013

PROSTITUTION, TRAVAIL DU SEXE

Crédits photo: Kay Chernush pour le département d'État des É-U

POUR ET PAR LES TRAVAILLEUSES DU SEXE

ÉMILIE LALIBERTÉ ET VÉRONIQUE LEDUC, DU GROUPE STELLA

QU'EST-CE QUE LA PROSTITUTION POUR VOUS?

A lors que la « prostitution » consiste en l'échange de services sexuels contre rémunération, le « travail du sexe » regroupe tous les types de services sexuels (prostitution, escorte, webcam, danse, massage, domination, porno, etc.). Du point de vue des personnes qui l'exercent, parler de travail du sexe permet de le concevoir non pas comme une identité ou une caractéristique inhérente aux personnes qui le pratiquent, mais comme une activité génératrice de revenu.

Parler de travail du sexe permet de le concevoir sous l'angle du contrat et d'envisager des aspects fondamentaux comme le consentement, la négociation des services et l'amélioration des conditions de travail. Cela permet également de mettre de l'avant les droits des travailleuses et travailleurs du sexe (TDS): le droit de travailler en santé et en sécurité, sans violence et discrimination, le droit de s'associer à d'autres pour sa protection et le droit à la dignité. Nous portons la responsabilité collective de faire valoir ces droits.

LA PROSTITUTION EST-ELLE UN CHOIX?

Les TDS sont souvent perçu-e-s comme des personnes qui font cela parce qu'elles n'ont pas d'autres choix pour gagner leur vie. Cependant, la notion de choix est toujours restreinte en fonction de nos conditions de possibilités, tels que le genre, la race et la classe sociale. Dans le cas des femmes, elles gagnent encore aujourd'hui seulement 62% du salaire des hommes : il faut lutter pour rendre l'éducation accessible et pour améliorer les conditions de travail de TOUTES les femmes.

Certaines analyses, dans l'optique d'abolir le patriarcat, nient le droit à l'autodétermination des TDS en associant la notion de choix à une perspective individualiste. Cela crée un double standard : être pro-choix en matière d'avortement est vu comme une perspective solidaire, mais le droit au choix en

matière de travail du sexe est vu comme une perspective individualiste. Or, on défend les droits des femmes occupant des emplois comme femmes de ménage, serveuses, manufacturières, on ne les accuse pas d'être aliénées ou de perpétuer le patriarcat ou le capitalisme : on est solidaires et on les supporte. Pourquoi tant de gens hésitent encore à défendre les droits des travailleuses et travailleurs du sexe?

Les personnes anti-prostitution conçoivent l'échange de services sexuels entre deux adultes consentants comme l'appropriation par des hommes du corps des femmes prostituées. Elles définissent la prostitution tantôt comme un viol, tantôt comme la vente du corps des femmes, confondant souvent esclavage, traite, trafic d'organe et travail du sexe entre adultes consentants.

Tout d'abord, en confondant viol et travail du sexe, une telle analyse ne prend pas en compte un élément-clé de l'analyse féministe de la sexualité qu'est le consentement. Les TDS ne vendent pas leur corps, mais un service sexuel, qu'elles ont d'abord défini.

Ensuite, prendre l'exemple de l'esclavage pour parler d'exploitation sexuelle constitue une véritable banalisation de la traite et de l'esclavage des Noirs. L'abolition de l'esclavage a consisté à abolir non pas le travail agricole, par exemple, mais les relations de pouvoir inacceptables. Dans le cas de la « prostitution », on confond la nature et le cadre de l'activité¹. Nous pouvons très bien lutter contre l'exploitation et pour les droits humains des travailleuses et travailleurs du sexe.

Pour les TDS, la violence vient d'abord de la criminalisation de leur métier, qui les empêche de travailler dans un contexte sécuritaire les reconnaissant comme des personnes à part entière.

Finalement, la question du choix est souvent utilisée pour dévier l'attention de la question des droits humains : à qui d'autre s'applique cette règle arbi-

traire de devoir choisir son travail pour avoir droit à la solidarité et aux droits humains !?

QUE PENSEZ-VOUS DE LA PROSTITUTION DURANT LES ÉTUDES?

Si des étudiants et étudiantes doivent « gagner leur croûte », nous souhaitons que ces personnes ne soient pas criminalisées et puissent avoir des droits, notamment pour exiger de meilleures conditions de travail et/ou avoir des recours et ressources en cas d'abus. Beaucoup de gens pensaient du mal de l'avortement ou de l'homosexualité, mais on n'a pas attendu que les mœurs conservatrices se dissolvent pour les décriminaliser.

QUEL EST L'AVENIR IDÉAL POUR LA PROSTITUTION?

L'avenir idéal pour Stella, c'est la décriminalisation du travail du sexe. D'ici là, nous allons poursuivre notre lutte contre la violence, les stéréotypes, la stigmatisation, la discrimination et la criminalisation, et faire valoir la parole et le droit à l'autodétermination des TDS en se donnant des moyens pour reprendre du pouvoir sur nos vies.

Décriminaliser le travail du sexe, ce n'est pas décriminaliser la violence, au contraire. On a des lois qui condamnent la violence et l'exploitation au Canada (agression sexuelle, viol, voie de fait, traite, gangstérisme, proxénétisme avec coercition, exploitation sexuelle d'enfant/adulte, etc.). Il est grand temps de les utiliser et d'invalider les lois qui criminalisent le travail du sexe. Ce processus de réforme doit être mené de concert avec les travailleuses du sexe, comme en Nouvelle-Zélande, un des rares pays où elles ont été consultées lors de la décriminalisation de leur travail.

1 Voir TOUPIN, Louise, Analyser autrement la « prostitution » et le « trafic des femmes », juin 2005, <http://cybersolidaires.typepad.com/ameriques/files/AnalyserAutrementLaProstitution.pdf>

SEXE : LES POURS ET LES CONTRES

Le débat sur la prostitution devient parfois très émotif, car il s'agit d'un enjeu qui nous touche tous personnellement : le contrôle de son corps et de sa sexualité. L'ASSÉ n'ayant aucune position claire sur le sujet, il nous semblait intéressant, à l'occasion du spécial féministe de l'Ultimatum, de donner la parole à deux groupes qui ont sur la question des avis assez différents.

Le groupe Stella est « un centre de jour pour les travailleuses du sexe ». Nommé d'après une prostituée qui vécut au début du vingtième siècle – Stella Phillips, alias « la plus belle femme de Montréal » –, l'organisme milite en faveur de la décriminalisation de la prostitution.

La CLES – Concertation des Luttes contre l'Exploitation sexuelle – se définit comme « une coalition d'organismes et de personnes critiques de l'industrie du sexe. » L'organisme mis sur pied en 2004 milite pour l'abolition totale de la prostitution à travers l'éducation et le soutien aux travailleuses.

Pour plus d'information, visitez web les sites des deux organismes :

Stella : <http://www.chezstella.org> et la CLES : <http://www.lacles.org>

LES FEMMES NE SONT PAS DES MARCHANDISES

ANA POPOVIC, DE LA CLES (CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE)

QU'EST-CE QUE LA PROSTITUTION POUR VOUS?

Les massages dits érotiques, les agences d'escorte, le porno-chat, la pornographie, les peep-show, la rue, le tourisme sexuel, etc. sont autant d'activités prétextes à la prostitution.

La prostitution, c'est l'accès au corps et à la sexualité d'une personne pour obtenir une gratification sexuelle ou un gain financier. La quasi-totalité des profiteurs de la prostitution sont des hommes. Ils prostituent surtout des femmes contre de l'argent et des ressources dont elles sont dépossédées. La banalisation, le déni de sa violence, le silence qui l'entoure et son prétendu caractère inévitable agissent comme des permissions sociales que nous accordons collectivement à ces hommes pour qu'ils prostituent des femmes.

La prostitution réduit l'ensemble des femmes à une marchandise sexuelle. En ce sens, la prostitution constitue une violence exercée à l'encontre de toutes les femmes. Tant que des hommes achèteront des femmes sur le marché sexuel, toutes les femmes seront « prostituables ».

Profondément patriarcale, la prostitution fait des femmes une catégorie sous-humaine, inférieure à celle des hommes. La prostitution figure parmi les principaux fondements du système patriarcal. Ce système est l'oppression - mauvais traitement systématique - que subissent les femmes pour que les hommes, en tant que groupe, obtiennent et maintiennent pouvoir et privilèges. Le système capitaliste, la mondialisation, le colonialisme, le « capacitisme »¹ et le racisme contribuent également à produire et à reproduire la prostitution.

LA PROSTITUTION EST-ELLE UN CHOIX?

La prostitution est surtout un choix pour les hommes, à l'exception des quelques hommes qui sont utilisés dans la prostitution pour d'autres hommes. Les prostitueurs choisissent leur profit et

leur gratification sexuelle au détriment de l'intégrité physique et psychologique des femmes. Les hommes qui ne recourent pas à la prostitution, quant à eux, font également un choix, celui de ne pas assujettir des femmes sexuellement.

En revanche, les femmes sont prostituées dans des conditions sociales contraignantes.

La plupart du temps, les femmes sont déjà détruites par les violences masculines avant même d'entrer dans la prostitution. La majorité des femmes qui y sont piégées ont subi diverses violences: conjugale, agressions sexuelles, etc. Les proxénètes les recrutent souvent alors qu'elles sont jeunes, 14 ans en moyenne, à l'aide de fausses promesses de richesse et d'amour. En tant que femmes, leur pauvreté les rend vulnérables à ce recrutement. C'est à l'intérieur de contraintes matérielles bien réelles qu'elles recourent à la prostitution pour survivre.

Les femmes subissant la prostitution ne choisissent pas les séquelles qu'entraînent le fait de subir des relations sexuelles non-désirées à répétition : l'anxiété, la dépression, l'anorexie, la boulimie, l'automutilation, la toxicomanie, les bleus... la mort.

La haine sociale réservée aux victimes, et particulièrement aux victimes de la prostitution, limite leurs possibilités de sortir de la prostitution. Elles ne peuvent parler des conséquences de la prostitution et demander de l'aide sans subir ce mépris.

Alors que signifie la notion de « choix » dans un contexte d'une telle domination sociale?

QUE PENSEZ-VOUS DE LA PROSTITUTION DURANT LES ÉTUDES?

Pour survivre, de nombreuses étudiantes n'ont aucune autre option que la prostitution. Les acheteurs de prostitution recherchent les jeunes femmes parce que la différence d'âge augmente le pouvoir de domination qu'ils exercent sur elles. C'est ainsi

que l'industrie du sexe profite de la précarité économique étudiante avec la complicité des gouvernements qui haussent les frais de scolarité. Un bar de danseuses en Ontario a même offert le paiement de frais de scolarité en échange de prostitution... à condition que les étudiantes obtiennent de bons résultats scolaires, ce qui s'avère irréaliste en contexte de prostitution.

Souvent présentée comme solution à la précarité étudiante des femmes, c'est plutôt l'annulation des frais de scolarité qui constitue la réponse à la prostitution étudiante. En effet, l'accès à une éducation universelle, libre et gratuite mettrait fin à la prostitution étudiante. La marchandisation des femmes ne peut constituer une solution à la marchandisation de l'éducation.

QUEL EST L'AVENIR IDÉAL POUR LA PROSTITUTION?

L'avenir de la prostitution semble florissant alors que son acceptation sociale s'accroît, que l'illégalité du proxénétisme est remise en cause à la cour suprême, que le gouvernement conservateur consacre des fonds publics à une revue pornographique, que la précarité économique augmente...

Mais le seul avenir valable pour la prostitution est son abolition. Pour y arriver, nous devons mettre en place un filet social suffisant pour que personne ne doive recourir à la prostitution pour survivre : revenu de citoyenneté, gratuité scolaire, services publics gratuits, etc. Comme c'est déjà le cas dans plusieurs pays scandinaves, nous devons développer des programmes permettant la sortie des femmes de la prostitution et prévenant leur entrée. Nous devons éduquer les garçons et les hommes à l'égalité en refusant qu'ils ne prostituent des femmes.

1. Discrimination fondée sur la capacité physique.

COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES EN ÉDUCATION LE PQ DANS UNE CONTINUITÉ NÉOLIBÉRALE

HUGO SÉGUIN-BOURGEOIS, ÉTUDIANT EN SOCIOLOGIE

Le Parti Québécois l'a fièrement annoncé, l'atteinte du déficit zéro se fera l'an prochain, peu importe les conséquences que cela engendrera pour la population. L'éducation supérieure sera, pour une troisième année de suite, l'une des victimes de ce dogme économique. Nous avons ainsi appris, peu de temps après son élection, que le gouvernement péquiste imposerait des compressions de 21,5 millions pour le réseau collégial et de 250 millions en deux ans aux universités, ce qui ne faisait évidemment pas partie de la stratégie électorale péquiste lors des élections. L'image progressiste que le Parti québécois laissait miroiter pendant la grève étudiante en prend ainsi un coup (parmi tant d'autres déjà...). Les compressions sont lourdes de conséquences et le caractère antidémocratique de nos administrations nous empêche d'en saisir l'impact immédiat, puisque l'information sur la gestion des coupures est difficilement accessible.

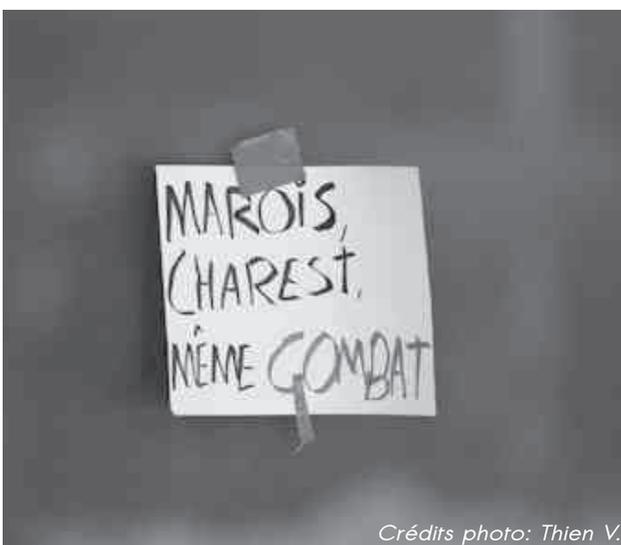
Il faut savoir que les communautés universitaires et collégiales sont prises entre deux feux. C'est-à-dire entre la volonté du gouvernement de limiter abusivement ses dépenses d'un côté, et de l'autre, les gestionnaires technocrates qui dominent les conseils d'administration dans nos institutions scolaires. En effet, si l'État ne peut intervenir directement dans la gestion des budgets des cégeps et universités, il détermine tout de même le montant des enveloppes budgétaires remises aux bonnes grâces d'une fameuse « autonomie institutionnelle ». Si des compressions sévissent, nos administrateurs et administratrices, tout aussi obsédé-e-s par le déficit zéro, choisiront pour nous où couper.

LE SENS DES PRIORITÉS

Malheureusement, ces coupes touchent bien rarement les salaires des gestionnaires, les développements immobiliers aventuristes ou encore, les dépenses technologiques superficielles tels que les tableaux interactifs ou les licences de logiciels propriétaires¹. Bien sûr, cette situation est aussi le résultat d'une segmentation du financement des différents postes budgétaires. Comme le démontre la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU)², l'argent provenant du gouvernement prévu pour le fonctionnement (enseignement, soutien, services à la collectivité, etc.) des institutions est systématiquement amputé par les administrations locales pour être transféré dans le fonds d'immobilisation (assurant, entre autres, l'entretien des bâtiments) Celui-ci serait, contrairement aux autres fonds, sous-financé relativement à l'augmentation de l'effectif étudiant. Ce transfert de fonds occasionne des coupures de postes et de services qui sont, plus souvent qu'autrement, nécessaires à la qualité de l'éducation : psychologues, intervenant-e-s psychosociaux, infirmières et infirmiers, bibliothèques, vie étudiante, centres d'aide à la réussite, etc. Le collège de Maisonneuve, où presque tout ces éléments ont été affectés, représente un cas typique des conséquences de ces compressions. Tout cela se déroule alors que, par le biais du fédéral ou d'autres ministères, des sommes astronomiques sont injectées dans des domaines de recherche qui sont, le plus souvent, à teneur commercialisable³.

UNE SOLUTION LOGIQUE : L'AUTO-GESTION DES INSTITUTIONS

Face à cela, l'ASSÉ défend une position qui relève d'une logique toute simple : remettons la gestion des institutions entre les mains de ceux et celles qui l'habitent, qui sont sa raison d'être et sa colonne vertébrale, les étudiant-e-s, les enseignant-e-s, les employé-e-s de soutien et les professionnel-le-s. Il paraît est en fait surréaliste que nous n'ayons pas le poids suffisant dans les structures administratives pour empêcher une décision ou aller de l'avant avec une autre. C'est pourquoi il importe d'envisager des réels moyens de pression pour défendre la qualité de nos écoles. Les compressions sont une occasion importante pour les associations étudiantes et les syndicats locaux de se solidariser autour d'une lutte com-



Crédits photo: Thien V.

« Les compressions sont une occasion importante pour les associations étudiantes et les syndicats locaux de se solidariser autour d'une lutte commune. »

CAMP DE FORMATION FÉMINISTE

Parce que la gratuité scolaire ce n'est pas tout !

9-10 Mars au Cégep de Sherbrooke

OUVERT À TOUTES ET À TOUS!

INSCRIPTION ET HORAIRE AU: WWW.ASSE-SOLIDARITE.QC.CA

mune. L'exemple du collège de Maisonneuve, est encore une fois, intéressant : quelques assemblées ouvertes regroupant des membres de la communauté interne on eut lieu pour échanger sur les préoccupations des différents groupes et pour établir un plan d'action commun. Un premier pas était, pour plusieurs d'entre eux, de prendre une position, dans leurs assemblées respectives, pour exiger que le conseil d'administration adopte un budget déficitaire en guise de protestation à l'austérité péquiste. Évidemment, même dans un contexte d'autogestion, il faudrait également que l'État cesse sa politique de compressions surprises, aux conséquences parfois dramatiques, pour assurer une stabilité dans le financement. Il y a fort à parier que des institutions contrôlées par leur communauté interne, auraient le courage d'offrir une réelle opposition à de telles compressions et n'hésiteraient pas, contrairement aux administrations actuelles, à adopter des budgets déficitaires lorsque la qualité de l'éducation est réellement menacée.

1. Concernant ces logiciels, les sommes versées par les cégeps et universités à des entreprises comme Microsoft ou Apple sont tout bonnement ahurissantes. Le passage à des alternatives libres permettrait d'économiser des centaines de millions de dollars.
2. FQPPU, *Le fonds des immobilisations des universités québécoises*, deuxième rapport, Automne 2012.
3. Ce sujet est davantage développé dans une recherche produite par l'ASSÉ en janvier 2011 : *Quand le capital montre à la tête : L'éducation dans l'économie du savoir*.

LES FEMMES, LA MATERNITÉ ET L'UNIVERSITÉ : UNE HISTOIRE DE SEXISME

ANNIE-PIERRE BÉLANGER, MÈRE DE TROIS ENFANTS ET ÉTUDIANTE EN ÉTUDES FÉMINISTES

Les parents-étudiants composeraient de 15 à 25 % de la population étudiante de l'Université Laval et seraient jusqu'à 40 % dans certains domaines¹. Dans le réseau des universités du Québec, l'enquête ICOPE recensait 23% de parents parmi les nouveaux étudiants en 2006². Malgré leur présence importante, aucun aménagement dans les règlements des études ne balise leur situation spécifique. Et c'est le cas pour la grande majorité des institutions d'enseignement postsecondaire³...

CONCRÈTEMENT...

Concrètement, cela veut dire que l'étudiante enceinte ne peut demander aucun congé de maternité. Elle doit se croiser les doigts pour accoucher en mai ou en juin afin qu'elle puisse être de retour aux études à temps plein à l'automne. Elle doit aussi espérer que sa grossesse se passe bien, qu'elle ne soit pas trop fatiguée ou nauséuse pour réaliser l'étendue des lectures, travaux et exercices pratiques que demandent les études.

LE « PROBLÈME DU TEMPS PARTIEL »

Si cette étudiante choisit d'étudier à temps partiel à cause de symptômes de grossesse importants ou pour limiter le temps de séparation avec son nouveau-né (parce qu'elle allaite par exemple ou parce qu'elle ne peut pas compter sur une personne affectueuse de confiance pour s'occuper du bébé pendant les heures de cours ou par choix), elle est privée, comme si on la punissait, de tous les avantages du temps plein.

Les avantages du temps plein, ce sont des incitatifs qui servent à encourager les personnes à adopter un cheminement régulier à temps plein. C'est moins coûteux pour les universités et plus facile pour leur gestion. Cependant, ces avantages créent des classes privilégiées et des classes discriminées (c'est noir ou blanc, régulier ou irrégulier). En effet, pour plusieurs étudiant-e-s, étudier à temps plein de façon régulière est impossible. C'est pourquoi on les appelle des privilégiés.

UNE QUESTION DE PRIVILÈGES ET DE DISCRIMINATION

Les privilèges du temps plein, c'est le droit de payer son transport en autobus à un coût modique, c'est l'accès à des résidences sur le campus, c'est l'accès à un local aux cycles supérieurs pour travailler et installer ses documents et outils de recherche, c'est l'admissibilité à des bourses de milliers de dollars qui non seulement améliorent la qualité de vie, mais paraissent très bien sur un CV pour obtenir un emploi ou bien de nouvelles bourses. C'est aussi l'admissibilité aux subventions études-travail et aux emplois sur le campus (auxiliaires de recherche ou d'enseignement) qui permettent de garnir un CV d'expériences reliées à notre domaine de formation. Bref, il s'agit bien de privilèges.

Pourquoi cette étudiante enceinte en serait-elle soudainement privée tandis qu'un-e autre étudiant-e en bénéficierait non pas en fonction de son excellence, de ses compétences ou de son expertise, mais simplement parce qu'il ou elle étudie à temps plein?

On comprend bien ici que le « problème du temps partiel » que l'APETUL a souvent dénoncé, n'est pas un problème vécu par une minorité de parents : 72% des parents étudiants au premier cycle et 65% au second étudiant à temps partiel contre 25% des autres étudiant-e-s au premier cycle et 35% au second⁴.

UNE QUESTION DE SEXISME : QUAND ON CONSIDÈRE QU'UN PROBLÈME N'EN EST PAS UN

De plus, ce problème est surtout féminin. Les



Crédits photo: Comité de soutien aux parents étudiants de l'UQÀM

statistiques le prouvent : environ 70% des parents étudiants sont des femmes⁵. Les femmes portent, accouchent et s'occupent généralement des enfants en bas âge, par choix, par manque d'alternatives ou par conditionnement social dans le dernier cas, mais par obligation biologique dans les deux premiers. Nous avons donc affaire à du sexisme indirect : les femmes sont les bienvenues aux études supérieures... tant qu'elles ne font pas d'enfants! De fait, on n'a pas prévu les accommoder!

Cela explique également pourquoi cette situation ne trouve pas rapidement de solutions : elle n'est pas perçue comme étant problématique! C'est qu'en fait, les femmes ne devraient pas avoir des enfants pendant leurs études. Il est donc normal qu'elles soient discriminées si elles ne respectent pas cette règle simple et fondamentale! Les femmes sont relativement nouvelles dans les universités⁶. Et la maternité, malgré la prolongation de la durée des études universitaires, n'y est pas encore la bienvenue.

REGARDER LE PROBLÈME DU MAUVAIS CÔTÉ : PRÉJUGÉS ET AMERTUME

Pourquoi? Parce que l'avancement des femmes est coincé entre le discours social et le discours d'anciennes féministes déçues. Les femmes sont victimes du message de la société qui leur dit « il faut choisir entre carrière et famille », message qui dit implicitement que la famille est le rôle naturel de la femme, puisqu'on s'attend à ce que celle-ci quitte sa carrière pour sa famille, et non l'inverse! Elles sont également victimes des femmes déçues qui crient « You can't have it all! » en réponse à la deuxième vague de féministes qui a affirmé que nous pouvions TOUT avoir. Mais cesser de critiquer le discours social et mettre les problèmes actuels des femmes sur le dos de celles-ci, c'est prendre le problème du « mauvais bord »!

REGARDER LE PROBLÈME DU BON CÔTÉ : BESOIN D'AMÉNAGEMENTS STRUCTURELS

Du côté de l'APETUL, nous croyons que nous pourrions tout avoir dans un monde où il existera de nombreux choix en matière d'articulation travail-

famille-études qui respecteront nos désirs, nos valeurs et nos convictions. Ces choix devront être rendus possibles par des aménagements : la mise en place de mesures pour éviter toute discrimination sur la base du « régime » d'études (temps plein ou temps partiel), la création d'un statut de parent étudiant et d'une politique familiale souple mais encadrante qui reconnaîtront enfin notre statut spécifique et nos besoins particuliers.

1. Ces données ont été obtenues lors d'un entretien téléphonique avec Dominique Tanguay, docteure en science de l'orientation. Sa thèse portant sur la persévérance des mères aux études doctorales devrait paraître sous peu sous les Presses de l'Université Laval. TANGUAY, Dominique, L'incidence de la maternité et de la paternité sur la persévérance aux études doctorales, thèse, Science de l'orientation, Université Laval, à venir. Voir aussi : AÉLIÉS, Analyse socio-démographique de l'AÉLIÉS, 1997 (10 février 2013).
2. Sylvie Bonin (2007), *Le projet ICOPE : prise de vue récente sur la conciliation études-travail-famille*, CAPRES. [En ligne] http://www.uquebec.ca/capres/fichiers/art_UQ-nov-07.shtml.
3. On peut saluer l'initiative du Collège Ahuntsic qui a accordé un statut particulier aux parents étudiants, avec la cote « P » déclarée sur une base volontaire, qui permet à l'étudiant-e de faire reconnaître son statut particulier et d'être traité-e avec empathie. Est-ce suffisant? Plus d'informations: <http://www.collegeahuntsic.qc.ca/futur-etudiant/services-aux-etudiants/activites-daccompagnement>.
4. Sylvie Bonin (2007), Ibid.
5. Sylvie Bonin (2007), Ibid.
6. À l'Université Laval, ce n'est qu'en 1936 que la médecine a ouvert ses portes aux femmes! À lire et à relire pour se remémorer. L'Université Laval. *Au fil du temps!*, « Présence féminine », Archives historiques de l'Université Laval.
7. Anne-Marie Slaughter, une maman qui a démissionné d'un poste à hautes responsabilités, a lancé ce terrible cri du cœur en accusant les féministes d'avoir leurré les femmes et de les avoir conduites dans l'impasse de la superwoman épuisée et à bout de nerf plutôt que de s'en prendre au contexte social qui continue de discriminer les femmes et de les surcharger de travail au bénéfice des hommes. *Why Women Still Can't Have It All?*, The Atlantic Magazine, Juillet-août 2012.

DÉCONSTRUCTION, PRIVILÈGES ET REMISES EN QUESTION

GABRIELLE BENOIT, ÉTUDIANTE EN ÉTUDES FÉMINISTES

Quand il est question de sexisme en milieu militant, le plus frappant est le traitement fait au féminisme dans certains groupes. Il n'est pas question d'un sexisme ordinaire encouragé par la société, qui est lui aussi présent, mais de comportements dirigés vers la critique des privilèges. Quand s'extasie-t-on devant l'étendue de l'influence d'un comité femmes? Le scénario courant sur les campus en est un de combat constant pour justifier son existence et non pas d'épanouissement.

Le sexisme en milieu militant prend des formes très diverses selon le contexte, la culture et la structure du groupe qui l'héberge. Allant du langage de domination aux doubles standards en passant par un sexisme assumé, le sexisme n'épargne pas la sphère qui est supposée le combattre.

Un point dans le milieu militant semble toutefois être quasi unanime : cette forme de domination est inacceptable. Pourquoi donc est-il aussi présent? Une partie de la réponse se trouve dans l'ignorance, le déni et parfois même la mauvaise foi. Voilà ce qui explique le refus de déconstruire ses privilèges de la part de beaucoup de militants et militantes en bénéficiant, peu importe comment ces privilèges sont vécus, traînant le groupe entier avec eux dans le sexisme : la séduction, le haussement de ton ou le transfert du débat sur un terrain personnel mettent nécessairement des militants et militantes dans des situations favorables pour des raisons éloignées de la pertinence et du respect.

L'entrée du féminisme dans un groupe ne s'arrête pas à l'implantation de nouvelles règles de conduites ou à l'adoption de beaux principes et c'est souvent à ce stade que le sexisme le plus violent survient. On assiste alors à une levée de

« Le sexisme en milieu militant se glisse aussi dans les disparités et contradictions à l'intérieur même du féminisme. Ainsi, des critiques internes aux différents courants féministes sont utilisées pour discréditer l'implantation d'une perspective au sein d'un groupe. »

boucliers de la part des personnes bénéficiant des habitudes remises en question. Le langage de domination, le sexisme ordinaire ou le sens commun deviennent alors des dogmes contre lesquels il est souvent difficile de s'armer.

Le sexisme en milieu militant se glisse aussi dans les disparités et contradictions à l'intérieur même du féminisme. Ainsi, des critiques internes aux différents courants féministes sont utilisées pour discréditer l'implantation d'une perspective au sein d'un groupe. Cette pratique est pernicieuse, car en dehors du fait qu'aucune perspective féministe n'est prônée en bout de ligne, les critiques semblent être apportées par un ou une alliée.

En plus de ces formes malheureusement rampantes de sexismes, une dynamique précise permet à la domination de germer : « l'invisibi-

lité » du sexisme. Comme le concept d'hétérosexualité qui n'a pas été soulevé avant sa remise en question, dans beaucoup de groupes militants, le sexisme reste invisible car il n'y a rien à lui opposer ou si peu. Les pratiques sexistes sont donc jugées « acceptables » puisque que toute autre perspective est absente. Comment combattre quelque chose qui n'a pas de forme?

Le sexisme en milieu militant n'est pas tellement différent du sexisme général et ordinaire vécu dans la société. Il est seulement plus inacceptable puisque notre milieu se targue de vouloir le déconstruire, le combattre et l'éliminer. Malgré tout, nous en sommes infectés-e-s. Sans prendre un ton pessimiste, il n'existe pas de solution miracle à cette forme d'oppression dans nos rangs. Toutes dominations doivent être débusquées pour être combattues.

QU'EST-CE QUE LE COMITÉ FEMMES?

Le comité femmes de l'ASSÉ est un comité permanent de l'organisation. Il a pour tâches, notamment, d'orienter certaines réflexions féministes au sein de l'organisation et d'intégrer les conditions de précarités spécifiques que vivent les femmes à son discours. C'est le comité qui s'occupe de coordonner la production et la distribution de matériel d'information en lien avec les revendications et les enjeux féministes d'actualité. Il organise également des tournées de mobilisation féministe sur les différents campus de façon régulière pour soutenir et stimuler les initiatives féministes au local. En ce sens, le comité femmes de l'ASSÉ offre des formations* et des ateliers sur différents enjeux féministes et surtout favorise la création de comités femmes locaux afin d'élargir les pratiques féministes de l'ASSÉ à l'extérieur des structures nationales.

De plus, chaque année un camp de formation féministe est organisé par le comité femmes afin de faire connaître les bases de la lutte pour la libération des femmes mais

aussi afin de pousser collectivement nos réflexions plus loin sur les différents enjeux féministes auxquels nous sommes confronté-e-s.

LES COMITÉS FEMMES LOCAUX

Pour favoriser l'expansion du féminisme et de ses pratiques, il faut d'une part que les associations membres de l'ASSÉ soient enclines à travailler pour faire connaître les campagnes féministes nationales, mais aussi que des comités femmes locaux soient créés au sein de chacune des associations étudiantes. Ces comités servent de tremplin à la mobilisation et à l'éducation féministe et sont plus aptes à tenir compte des conditions particulières des étudiantes qui fréquentent l'établissement. Les comités créés sont des lieux qui favorisent la liberté d'expression des femmes et la prise en charge par celles-ci de la totalité des projets qu'elles désirent accomplir et ce de façon autonome. Ainsi, ces comités servent non seulement à informer la population étudiante mais aussi à donner la

possibilité aux femmes militantes de réaliser des tâches que les hommes auraient tendance à s'approprier dans d'autres milieux militants.

Le comité femmes de l'ASSÉ et les comités femmes locaux travaillent donc ensemble dans une perspective mobilisatrice afin de faire avancer la cause féministe en milieu étudiant.

* Nous offrons d'une façon non exhaustive les ateliers et formations suivant-e-s :

- ABC du féminisme
- ABC de création d'un comité femmes local
- ABC de la mixité/non-mixité
- Femmes et militantisme
- Rapport de domination
- Femmes et grève
- Violence sexuelle et consentement
- Construits sociaux et rapports de genres

